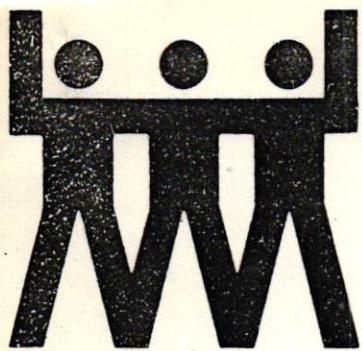




**CES
ETUC
EGB
DEFS**

information presse

CP 1/87



TURQUIE : DEMOCRATIE TOUJOURS ABSENTE

En laissant la cour militaire continuer un procès sans fondement et condamner le 23 décembre 1986, plusieurs syndicalistes à des peines de prison (+) et à la perte de leurs droits civiques, le gouvernement turc a prouvé une fois de plus son incapacité et son manque de volonté de s'engager résolument sur la voie de la démocratie.

"Par ce verdict, avec comme conséquence, la destruction du Disk et la confiscation de tous ses biens, le gouvernement turc a atteint son objectif: rendre impossible le fonctionnement du syndicalisme libre et indépendant. Tous les gouvernements et les institutions européennes ont maintenant le devoir de réfléchir très profondément à leurs relations avec la Turquie", disait le Secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats, avec amertume.

Mathias HINTERSCHEID a demandé aux organisations affiliées à la CES de faire appel à leurs gouvernements respectifs pour qu'ils revoient en profondeur leurs relations politiques, diplomatiques et économiques avec la Turquie, à la lumière des événements récents.

C'est dans ce sens que la CES a envoyé des messages à M. L. TINDEMANS, Président du Conseil européen des Affaires étrangères, au Président de la Commission des Communautés européennes, au Président du Parlement européen, au Conseil de l'Europe et à son Assemblée parlementaire.

La CES a insisté auprès des gouvernements norvégien, suédois, danois, néerlandais et français, qui avaient introduit en 1982 une plainte contre la Turquie devant la Commission des Droits de l'Homme, - dossier qui peut être finalisé fin du mois - pour qu'ils maintiennent et renforcent leur position vis-à-vis de la Turquie.

Confédération Européenne des Syndicats
European Trade Union Confederation
Europäischer Gewerkschaftsbund
Den Europeiske Faglige Samorganisasjon

Rue Montagne aux Herbes Potagères, 37

B-1000 Bruxelles

☎ (02) 219 10 90

☎ eurosyndic

Lors d'une rencontre qu'une délégation de la CES aura avec le Commissaire Cheysson, les représentants syndicaux profiteront de l'occasion pour discuter en détails des relations Turquie/Communautés européennes.

La réunion du Comité exécutif de la CES du 12 février 1987, examinera la situation en Turquie et décidera de la continuation de son action.

Le Secrétaire général de la CES a avancé d'un jour la réunion de son comité exécutif, afin de permettre à un maximum de représentants syndicaux d'assister à Istanbul, le 13 février, à la célébration du 20ème anniversaire du DISK et de participer les 14 et 15 février au séminaire sur les droits syndicaux, organisé par le Parti Social Démocrate Populaire Turc (SHP).

+ + + +

- (+) Dans un procès entamé contre le Disk et ses dirigeants depuis 1980, après le coup d'état, le tribunal militaire d'Istanbul a condamné le 23 décembre 1986 plusieurs dirigeants syndicaux à de lourdes peines de prison. Le Président du Disk, M. Basturk et 6 autres dirigeants, ont été condamnés à 10 ans de prison ferme, 165 autres syndicalistes à des peines allant de 8 à 10 ans et 90 à des peines de plus de 5 ans. Après avoir purgé leurs peines, les condamnés seront en plus assignés à résidence fixe pour une période correspondant à un tiers de leur peine.

15.1.87